RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE
*Liberté*
*Égalité*
*Fraternité*

INPI
FRANCE

L'INPI a détecté des données personnelles dans ce document.
Un masquage de ces données a été réalisé

2A SERVICES
S.A.R.L au capital de 26.320 euros
Siège social : 54 Avenue Pont Juvénal
34000 MONTPELLIER
RCS MONTPELLIER : 513 076 828

# STATUTS

Statuts à jour
en date du 1/04/2025
des dernières résolutions
de l'assemblée des
porteurs de parts

[redacted]

---

**Dernières mises à jour : Décisions des Associés en date du 1 Avril 2025**
*Article 5 – Siège Social*

Le soussigné :

Monsieur RONDAN Pierre
Associé Unique
Né le [redacted] à [redacted]
Demeurant [redacted] De nationalité [redacted]

A établi, ainsi qu'il suit, les statuts de la Société à Responsabilité Limitée qu'il a convenu d'instituer.

---

## TITREI
## FORME - OBJET - DENOMINATION - DUREE EXERCICE SOCIAL - SIEGE

### ARTICLE 1 - FORME

La Société est une Société à Responsabilité Limitée. Elle est regie par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur ainsi que par les présents statuts. Elle fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

### ARTICLE 2 —OBJET

La Société a pour objet, en France et dans tous pays :

Multiservices et services « minute » type clés, talons, cordonnerie, cartes de visite, tampons, plaques professionnelles et travaux annexes ;
- l'étude, la conception, l'installation, la maintenance et l'audit auprès d'une clientèle de professionnels et de particuliers dans les domaines électrique, chauffage, climatisation, pompes à chaleur, alarme, vidéosurveillance, informatique, tous systèmes d'émission et de réception, tous systèmes de sécurité, de contrôle d'accès, automatismes, motorisation, portails, biométrie, domotique, réseaux collectifs TV et multimédia, réseaux informatiques audio, vidéo, interphonie, téléphonie, sécurité incendie, sonorisation et plus généralement tous les systèmes de réseaux liés au courant fort et au courant faible ainsi que la vente et l'installation de systèmes photovoltaïques et la mise en place de panneaux photovoltaïques.
- la création, l'acquisition, la location, la prise en location gérance de tous fonds de commerce, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous établissements, fonds de commerce, usines, ateliers se rapportant à l'une ou l'autre des activités spécifiées ;
- la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités ;
- la participation directe ou indirecte de la Société dans toutes opérations financières immobilières ou mobilières et dans toutes entreprises commerciales ou industrielles pouvant se rattacher à l'objet social ou à tout objet similaire et connexe.

ARTICLE 3-DENOMINATION

La dénomination de la Société est : 2A SERVICES

Dans tous les actes et documents émanant de la Société, cette dénomination doit être précédée ou suivie immédiatement des mots « Société à Responsabilité Limitée » ou des initiales « S.A.R.L » et de l'énonciation du capital social.

ARTICLE 4- DUREE DE LA SOCIETE - EXERCICE SOCIAL

1 - La durée de la Société est fixée à 99 années à compter de la date de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf prorogation ou-dissolution anticipée.

2 - L'année sociale commence le 1"janvier et finit le 31 décembre.
Exceptionnellement, le premier exercice social comprend le temps écoulé depuis l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés jusqu'au 31 décembre 2009.

En outre, les actes accomplis pour son compte pendant la période de formation et repris par la Société seront rattachés à cet exercice.

ARTICLE 5 - SIEGE SOCIAL

Le siège de la Société est fixé au 54 Avenue du Pont Juvénal à MONTPELLIER (34000).

Son transfert résulte d'une décision de l'Associé Unique ou d'une décision collective extraordinaire des associés.

---

TITRE II
APPORTS - CAPITAL SOCIAL-PARTS SOCIALES

ARTICLE 6 - APPORTS - FORMATION DU CAPITAL

Monsieur RONDAN Pierre, Associé Unique, apporte à la Société une somme en numéraire de 5000 euros correspondant à 500 parts sociales au nominal de 10 € chacune souscrites et entièrement libérées.

De cette somme de 5000 € a été dès avant ce jour, déposée à la SOCIETE GENERALE à un compte ouvert au nom de la Société en formation. Elle sera retirée par la Gérance sur présentation du certificat du Greffe du Tribunal de Commerce attestant l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés.

Par décision extraordinaire en date du 28 décembre 2010 une augmentation de capital d'un montant de 15 000 euros a été réalisée par incorporation du compte courant de l'associé unique.

Aux termes d'un projet de fusion-absorption du 28 décembre 2015, approuvé par l'Associé unique de la Société par décisions du 18 mars 2016, la société ORGATIS, société absorbée, a fait apport, à titre de fusion, à la société 2A SERVICES de la totalité de son actif moyennant la prise en charge de son passif, l'actif net apporté s'élevant à 100.658 euros. Cet apport à titre de fusion-absorption a été rémunéré par une augmentation de capital d'un montant de 6.320 euros.

ARTICLE 7 —CAPITAL

Le capital social est fixé à la somme de Vingt Six Mille Trois Cent Vingt (26.320) euros divisé en Deux Mille Six Cent Trente Deux (2.632) parts sociales d'une valeur nominale de Dix (10) euros chacune, entièrement souscrites et libérées et attribuées aux associés ainsi qu'il suit suite à la cession de parts sociales en date du 21106/2018 :

- après une délibérations en date du 18 mars 2016 de la collectivité des associés décidant d'agréer Monsieur Jean-Christophe CARRILLO en qualité de nouvel associé de la Société et un acte sous seing privé de cession de parts intervenu entre M Rondan et M Carrillo en date du 19/05/2016 enregistré le 31/05/2016 bordereau n°2016/967 case 26 SIE Montpellier sud.

-après une délibérations en date du 30 MARS 2018 de la collectivité des associés décidant d'agréer messieurs Alexandre et Anthony RONDAN en qualité de nouvel associé de la Société et des actes sous seing privé de cession de parts intervenu entre M Rondan et Messieurs Alexandre et Anthony RONDAN en date du 21/06/2018 enregistrés le 22/06/2018 par le Service de la publicité foncière et l'enregistrement dossier 2018 41416 réf. 2018 A D4254 pour Anthony RONDAN et dossier 2018 41425 réf. 2018 A D4255 pour Alexandre RONDAN.

JEAN-CHRISTOPHE CARRILLO,
" à concurrence de six cent trente-deux parts, ci ..... 632 parts
" Numérotées de, de 1 a 632
"- OLIVIER FULGRAFF,
" à concurrence de six cent trente-deux parts, ci ..... 947 parts
" Numérotées de ,1686 à 2632

"- ALEXANDRE RONDAN,
" à concurrence de vingt six parts, ci ..... 26 parts
" Numérotées de , 633 a 658

"- ANTHONY RONDAN,
" à concurrence de vingt six parts, ci ..... 26 parts
" Numérotées de ,659 à 684

"- PIERRE RONDAN,
" à concurrence de mille trois cent soixante-huit parts, ci ..... 1 001 parts
" Numérotées de 685 à 1685,

Total égal au nombre de parts sociales composant le capital social :.....2.632 parts sociales

ARTICLE 8 - AUGMENTATION ET REDUCTION DE CAPITAL

Le capital social peut être augmenté ou réduit de toutes les manières autorisées par la Loi, en vertu d'une décision de !'Associé Unique ou d'une décision collective extraordinaire des associés.

ARTICLE 9 - PARTS SOCIALES

1 - Les parts sociales ne peuvent jamais être représentées par des titres négociables.
Leur propriété résulte seulement des présents statuts, des actes ultérieurs qui pourraient les modifier et des cessions ou mutations ultérieures régulièrement consenties et publiées.

2 - En cas de pluralité d'associés, les copropriétaires de parts sociales indivises sont représentées à l'égard de la Société par un mandataire unique choisi parmi l'un d'eux. Si une ou plusieurs parts sont grevées d'usufruit, le droit de vote appartient au nu-propriétaire pour toutes les décisions collectives autres que celles relatives à l'affectation des résultats.

ARTICLE 10 - CESSION ET TRANSMISSION DES PARTS SOCIALES

1 - Les cessions de parts sont constatées par un acte authentique ou sous-seing privé. Pour être opposables à la Société, elles doivent être acceptées par elle dans un acte authentique ou lui être signifiées par exploit d'huissier. Toutefois, la signification peut être remplacée par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par la Gérance d'une attestation de ce dépôt. Pour être opposables aux tiers, les cessions doivent faire en outre l'objet d'un dépôt en annexe au Registre du Commerce et des Sociétés.

2 - Les cessions ou transmissions, sous quelque forme que ce soit, des parts sociales détenues par l'Associé Unique sont libres.

3 - En cas de décès de l'Associé Unique, la Société continue de plein droit entre ses ayants droits ou héritiers et, le cas échéant, son conjoint survivant. En cas de dissolution de la communauté de biens existant entre !'Associé Unique et son conjoint, la Société continue, soit avec lm Associé Unique, si les parts sont attribuées en totalité à l'un des époux, soit avec les deux associés, si les parts sont partagées entre les époux.

4 - En cas de pluralité d'associés, seules les cessions de parts sociales à des tiers étrangers à la Société autres que le conjoint, les ascendants ou descendants d'un associé sont soumises à agrément dans les conditions prévues par la Loi et le Décret sur les Sociétés Commerciales.

ARTICLE 11 - DECES - INTERDICTION - FAILLITE D'UN ASSOCIE

La Société n'est pas dissoute lorsqu'un jugement de liquidation judiciaire, la faillite personnelle, l'interdiction de gérer ou une mesure d'incapacité est prononcée à l'égard de !'Associé Unique ou de l'un des associés. Elle n'est pas non plus dissoute par le décès de l'Associé Unique ou de l'un des associés.

Mais si l'un de ces évènements se produit en la personne d'un Gérant, il entraînera cessation de ses fonctions de Gérant.

## TITRE III
## ADMINISTRATION - CONTROLE

ARTICLE 12 - NOMINATION ET POUVOIRS DES GÉRANTS

1 - La Société est gérée par un ou plusieurs Gérants, associés ou non, personnes physiques, nommés avec ou sans limitation de durée.

Le ou les Gérants sont désignés par l'Associé Unique ou, en cas de pluralité d'associés, par les associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Le premier Gérant est désigné dans les statuts ou par acte séparé.

2 - Dans les rapports avec les tiers, les pouvoirs du ou des gérants sont déterminés dans leur étendue et dans leurs effets par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

3 - La rémunération du ou des Gérants est fixée par une décision de l'Associé Unique ou par décision collective des associés prise aux conditions de majorité fixées par la Loi.

4 - Les devoirs, obligations et responsabilités du ou des Gérants sont déterminés par les textes législatifs et réglementaires en vigueur. Sauf dispositions contraires de la décision qui les nomme, le ou les Gérants ne sont tenus de consacrer que le temps nécessaire aux affaires sociales.

ARTICLE 13 - CESSATION DE FONCTIONS DES GERANTS

Le ou les Gérants sont révocables par décision de l'Associé Unique ou en cas de pluralité d'associés, par une décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales. En cas de pluralité d'associés, leur révocation judiciaire peut intervenir à la demande de tout associé pour cause légitime.

ARTICLE 14 - COMMISSAIRE AUX COMPTES

Un ou plusieurs Commissaires aux Comptes titulaires et suppléants peuvent ou doivent être nommés. Ils exercent leur mission de contrôle conformément à la Loi. Les Commissaires aux Comptes sont désignés pour six exercices.

---

## TITRE IV
## DECISIONS DES ASSOCIES

ARTICLE 15 - DECISIONS DE L'ASSOCIE OU DES ASSOCIES

1 - L'Associé Unique exerce les pouvoirs dévolus par la Loi à. l'Assemblée des associés. Il ne peut déléguer ses pouvoirs. Ses décisions sont constatées par des procès-verbaux signés par lui et répertoriés dans un registre côté et paraphé dans les mêmes conditions que les registres d'Assemblées.

2 - En cas de pluralité d'associés, tout associé a le droit de participer aux décisions collectives et disposes d'un nombre de voix égal à celui des parts qu'il possède.

Les décisions des associés sont prises, au choix de la Gérance, en Assemblée, par consultation écrite ou par décision unanime des associés dans un acte. Toutefois, la réunion d'une Assemblée est obligatoire pour statuer sur l'approbation des comptes de chaque exercice.

Les Assemblées sont convoquées, tenues et exercent leurs pouvoirs conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Dans l'exercice de son droit de participer aux décisions collectives, chaque associé a le droit de se faire représenter par un autre associé, sauf si les associés sont au nombre de deux ou par son conjoint à moins que la Société ne comprenne que les deux époux ou par toute autre personne de son choix.

ARTICLE 16 - DROIT DE COMMUNICATION DE L'ASSOCIE OU DES ASSOCIES

1 - Indépendamment de son droit d'information préalable à l'approbation annuelle des comptes, l'Associé Unique non-Gérant peut, à toute époque, prendre lui-même, au siège social, connaissance des documents prévus par la Loi et concernant les trois derniers exercices sociaux.
2 - En cas de pluralité d'associés, l'étendue et les modalités de leur droit de communication sont déterminées par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 17 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET UN ASSOCIE OU UN GERANT

1 - Les conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la Société et l'un de ses Gérants ou l'un de ses associés, doivent faire l'objet des procédures d'approbation et de contrôle prévues par la Loi. Ces dispositions s'étendent aux conventions passées avec une Société dont un associé indéfiniment responsable, Gérant, Administrateur, Directeur Général, membre du Directoire ou membre du Conseil de Surveillance, et simultanément Gérant ou Associé de la Société à Responsabilité Limitée.
Elles ne s'appliquent pas aux conventions portant sur des opérations courantes conclues à des conditions normales.

2 - Toutefois, s'il n'existe pas de Commissaires aux Comptes, les conventions conclues par un Gérant non associé sont soumises à l'approbation préalable de l'Associé Unique ou de l'Assemblée des associés.
3 - La procédure de contrôle ne s'applique pas aux conventions conclues par l'Associé Unique, Gérant ou non ; toutefois, le Commissaire aux Comptes, s'il en existe un, ou à défaut le Gérant non associé, doivent établir un rapport spécial.
4 - Les conventions conclues par l'Associé Unique ou par le Gérant non associé doivent être mentionnées dans le Registre des décisions de l'Associé Unique.

5 - A peine de nullité du contrat, il est interdit à la Gérance ou à tout associé, autre qu'une personne morale, de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la Société, de se faire consentir par elle un découvert en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements avec les tiers. Cette interdiction s'applique aux représentants légaux des personnes morales associés.

Elle s'applique également au conjoint, ascendant ou descendant des personnes visées ci-dessus ainsi qu'à toute personne interposée.

---

TITRE V
AFFECTATION DES RÉSULTATS - REPARTITION DES BENEFICES

ARTICLE 18 - EXERCICE SOCIAL - COMPTES SOCIAUX

I - Les comptes annuels, l'inventaire, le rapport de gestion et les rapports spéciaux sont établis par le ou les Gérants et, éventuellement, par le Commissaire aux Comptes, conformément aux Lois et règlements en vigueur.

2 - L'Associé Unique approuve les comptes annuels et décide l'affectation du résultat dans les six mois de clôture de l'exercice social. Lorsque l'Associé Unique n'est pas Gérant, le rapport de gestion, les comptes annuels, le texte des résolutions à prendre et, le cas échéant, le rapport du Commissaire aux Comptes, lui sont adressés par la Gérance avant l'expiration du cinquième

mois suivant celui de la clôture de l'exercice social. A compter de cet envoi, l'inventaire est tenu au siège social, à la disposition de !Associé Unique nonGérant, qui peut en prendre copie.

3 - En cas de pluralité d'associés, l'Assemblée des associés approuve les comptes annuels dans les six mois de la clôture de l'exercice social.

## ARTICLE 19 - BENEFICE DISTRIBUABLE - DIVIDENDES

Les produits nets de l'exercice, déduction faite des frais généraux et autres charges de la Société, y compris tous amortissements et provisions, constituent le bénéfice.

Sur ce bénéfice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, sont prélevées tout d'abord les sommes à porter en réserve en application de la Loi. Ainsi, il est prélevé 5 p 100 pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une raison quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième.
Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et- des sommes portées en réserve en application de la Loi ou des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.
Ce bénéfice est attribué à l'Associé Unique. En cas de pluralité d'associés, la part attribuée aux associés sur ce bénéfice est déterminée par l'Assemblée. Les modalités de mise en paiement des dividendes sont décidées par !Associé Unique ou par l'Assemblée. Le paiement des dividendes doit intervenir dans un délai maximum de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation par décision de justice.

De même, !'Associé Unique ou l'Assemblée peut décider la distribution de sommes prélevées sur les réserves disponibles en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice. Pareillement, !Associé Unique ou l'Assemblée peut affecter les sommes distribuables aux réserves et au report à nouveau, en totalité ou en partie.

Aucune distribution ne peut être faite lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient, à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la Loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

# TITRE VI
# PROROGATION - TRANSFORMATION- DISSOLUTION -LI UIDATION

## ARTICLE 20 - PROROGATION

Un an au moins avant la date d'expiration de la Société, !Associé Unique ou les associés, doivent décider, s'il y a lieu de proroger la Société.

## ARTICLE 21 - CAPITAUX PROPRES INFERIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, !'Associé Unique ou, en cas de

pluralité des associés, l'Assemblée statuant à la majorité requise pour la modification des statuts, décide dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution de la Société n'est pas prononcée, le capital doit être, dans le délai fixé par la Loi, réduit d'un montant égal au montant des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

La réduction du capital à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci au moins à ce montant minimum.

En cas d'inobservation des prescriptions qui précèdent, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Il en est de même si les associés n'ont pu délibérer valablement. Toutefois, le Tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue, la régularisation a eu lieu.

## ARTICLE 22 -TRANSFORMATION

La Société peut être transformée en Société d'une autre forme si elle comporte le nombre minimum d'associés requis pour la forme de Société qu'elle entend adopter.

La décision de transformation est prise par la Collectivité des associés statuant aux conditions de majorité prévues pour la modification des statuts.

Toutefois, la transformation en Société en Nom Collectif, en Commandite Simple, en Commandite par actions, en Société par actions simplifiée ou en Société Civile exige l'unanimité des associés.

La transformation en Société Anonyme peut "être "décidée par les associés -représentant la majorité des parts sociales, si les capitaux propres figurant au dernier bilan excèdent le montant fixé par la Loi.

La décision de transformation en Société Anonyme ou en Société par actions simplifiée est précédée des rapports des Commissaires déterminés par la Loi. Le Commissaire à la transformation est désigné par Ordonnance de Monsieur le Président du Tribunal de Commerce statuant sur requête, ou par décision unanime des associés.

Les associés doivent statuer sur l'évaluation des biens composant l'actif social et l'octroi des avantages particuliers ; ils ne peuvent les réduire qu'à l'unanimité.

A défaut d'approbation expresse des associés, mentionnée au procès-verbal, la transformation est nulle.

## ARTICLE 23 - DISSOLUTION - LIOUIDATION

1 - La Société est dissoute à l'arrivée du terme statutaire de sa durée, sauf prorogation régulière,

La liquidation est assurée par un ou plusieurs liquidateurs associés ou non, nommés par la collectivité des associés statuant à la majorité des parts sociales,

et à la survenance d'une cause légale de dissolution.

2 - Lorsque la Société ne comprend_qu'un seul associé, la dissolution, pour quelque cause que ce soit, entraîne, dans les conditions prévues par la Loi, la transmission du patrimoine social à l'Associé Unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation.

Les créanciers de la Société peuvent faire opposition à la dissolution dans le délai de trente jours à compter de la publication de celle-ci. Une décision de justice rejette l'opposition ou ordonne, soit le remboursement des créances, soit la constitution de garanties si la Société en offre et si elles sont jugées suffisantes. La transmission du patrimoine social à l'Associé Unique n'est réalisée et il n'y a disparition de la personne morale qu'à l'issue du délai d'opposition ou, la cas échéant, lorsque l'opposition a été rejetée en première instance ou que le remboursement des créances a été effectué ou les garanties constituées,

3 - Si la Société comprend au moins deux associés, la dissolution, pour quelque cause que ce soit, entraîne sa liquidation. Cette liquidation est effectuée dans les conditions et selon les modalités déterminées par les textes législatifs et réglementaires en vigueur au moment de son ouverture.
Après remboursement du montant des parts sociales, le produit net de la liquidation est réparti entre les associés proportionnellement au nombre de parts sociales leur appartenant.

ARTICLE 24 - CONTESTATIONS

Toutes contestations susceptibles de surgir pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation entre la Société et l'Associé Unique ou entre la Société ou les associés ou entre les associés eux-mêmes, au sujet d'affaires de la Société ressortiront des tribunaux compétents.

---

TITRE VII
FORMALITES CONSTITUTIVES

ARTICLE 25 - DESIGNATION DU PREMIER GERANT

Monsieur RONDAN Pierre demeurant [redacted] assure la gérance de la Société sans limitation de durée. Sa rémunération sera fixée ultérieurement.

Dans ses rapports avec les tiers, Monsieur RONDAN Pierre jouira des pouvoirs les plus étendus dans la limite de l'objet social et des décisions de l'Associé Unique ou de la collectivité des associés.

ARTICLE 26 - ACTES SOUSCRITS AU NOM DE LA SOCIETE EN FORMATION

Monsieur RONDAN Pierre, Associé Unique, a annexé aux présents statuts un état énumérant les actes accomplis avant leur signature pour le compte de la Société en formation avec l'indication pour chacun d'eux, des engagements qui en résulteront pour le compte de la Société. L'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés emportera de plein droit reprise par la Société <lesdits actes ou engagements.

ARTICLE27-PUBLICITE –POUVOIRS

Tous pouvoirs sont donnés à Monsieur RONDAN Pierre à l'effet d'accomplir toutes les formalités prescrites par la Loi et, notamment, à l'effet de faire insérer l'avis de constitution dans un journal habilité à publier les annonces légales dans le département du siège social.

STATUTS MIS A JOUR SUITE au changement de siège social en date du 1er Avril 2025